

Mon gouvernement s'inquiète par ailleurs des proportions que prend la concentration des entreprises au Canada, surtout quand les acquisitions ne servent qu'à augmenter la taille des sociétés sans créer de nouveaux emplois ni stimuler la croissance économique. Vous serez appelés à examiner certains aspects de cette activité essentiellement improductive.

La pêche est une activité économique d'une importance fondamentale au Canada. Afin d'assurer une plus grande sécurité à nos pêcheurs et de protéger leurs investissements, mon gouvernement accordera une attention particulière à l'amélioration des ports pour petits bateaux dans toutes les zones de pêche.

Le secteur forestier est celui qui contribue le plus, en chiffres nets, à nos recettes d'exportation. Mes ministres ont déjà augmenté considérablement les fonds consacrés à la régénération des forêts. Mon gouvernement continuera de travailler en étroite association avec les provinces, l'industrie et les propriétaires de boisés privés à faire de notre riche patrimoine forestier une source inépuisable de prospérité et d'emplois pour les Canadiens.

Conscient de la contribution des coopératives au développement de nombreuses localités, mon gouvernement proposera également des mesures pour renforcer le mouvement coopératif au Canada.

Il attache aussi beaucoup d'importance à la qualité de l'enseignement postsecondaire et entend oeuvrer avec les provinces afin d'y promouvoir l'excellence et l'égalité des chances. Il proposera d'ailleurs de tenir au début de l'an prochain un colloque national sur l'enseignement supérieur qui contribuera à cerner les besoins dans ce domaine.

Mes ministres ont commencé à établir un plan visant à associer étroitement les provinces, les milieux des sciences et de l'éducation, le monde des affaires et les syndicats à la promotion du développement technologique au Canada. Afin de faciliter et d'encourager la coopération entre les universités et le secteur privé dans le domaine de la recherche et du développement, mon gouvernement a annoncé une initiative qui pourrait accroître d'un milliard de dollars au cours des cinq prochaines années les fonds consacrés à la recherche scientifique.

Un nouveau programme en quatre points viendra étayer cet effort de concertation entre les principaux intervenants; il permettra de s'assurer que le soutien apporté aux secteurs des sciences, de la technologie et de l'enseignement servira plus directement l'intérêt national.

En premier lieu, mon gouvernement établira un conseil consultatif national de la technologie industrielle, qui sera présidé par le Premier ministre et composé de quelques-uns des plus éminents industriels et scientifiques du Canada. Ce comité examinera les politiques et les objectifs nationaux dans le domaine des sciences et de la technologie en regard des besoins de l'économie. En second lieu, mon gouvernement cherchera, en étroite collaboration avec les provinces, à relever les normes d'excellence dans les domaines de l'enseignement, du développement technologique et de l'innovation. En troisième lieu, il établira à partir des initiatives entreprises jusqu'ici un nouveau programme d'action dans le domaine des sciences et de la technologie qui apportera dans l'administration fédérale les réformes qui s'imposent pour favoriser la

compétitivité du Canada sur les marchés internationaux. Enfin, mon gouvernement organisera une conférence nationale sur la technologie et l'innovation où seront définis de nouveaux objectifs canadiens dans ce domaine.

Vu l'importance de la haute technologie dans le développement économique du Canada, mon gouvernement déposera un projet de loi créant une agence spatiale canadienne, qui opérera dans un contexte de coopération internationale, car c'est le plus sûr moyen de réaliser des percées technologiques dans l'exploitation pacifique de l'espace. La nouvelle agence travaillera de concert avec les provinces, l'industrie et les universités, de sorte que les avantages de la participation du Canada à l'aventure spatiale rejailliront sur l'ensemble des Canadiens.

III. *Rayonnement international*

Les Canadiens se sont toujours intéressés de près au rôle de leur pays dans le monde. Comme le savent les membres du Comité mixte spécial de ce Parlement, les Canadiens attendent de leur gouvernement qu'il s'affirme sur la scène internationale par une présence active et constructive qui reflète notre espoir d'un monde meilleur et soit conforme à nos intérêts nationaux.

Il appert de mes propres voyages et ceux de mes ministres que d'autres pays, grands et petits, comptent sur le Canada pour jouer un rôle important dans la collectivité mondiale. Au cours de la dernière année, je me suis rendue en Italie et au Vatican, et le Premier ministre a représenté mon gouvernement à la Conférence du Commonwealth, aux cérémonies marquant le 40^e anniversaire des Nations Unies, au Sommet de la Francophonie, au Sommet de Tokyo, et lors de visites en France, au Japon, en Chine, en Corée du Sud et aux États-Unis.

Notre politique étrangère repose essentiellement sur le respect de nos engagements envers les institutions et organismes multilatéraux dont nous faisons partie.

L'un d'eux, le Commonwealth, sous l'influence unificatrice de Sa Majesté la Reine, rassemble des pays du Nord et du Sud qui poursuivent des idéaux communs. C'est là que le Canada concentre ses efforts pour susciter, par une action internationale concertée, un dialogue politique en Afrique du Sud susceptible de mener à l'instauration d'un gouvernement représentatif dans ce pays. Mon gouvernement agit dans le même sens aux Nations Unies et n'aura de cesse que l'apartheid ne soit aboli.

Le monde sait avec quelle spontanéité les Canadiens sont venus en aide aux victimes de la famine en Afrique, et cet élan de compassion et de générosité est tout à fait typique de notre société. La nation canadienne sera appelée à relever d'autres défis dans le Tiers Monde. Fidèles à nos principes, nous chercherons à nous associer de nouveaux partenaires dans la poursuite incessante du développement.

Aux yeux des Canadiens, nulle tâche n'est plus importante que celle de préserver la paix et la sécurité mondiales.

Mon gouvernement est encouragé par la perspective d'une reprise du dialogue entre les dirigeants des États-Unis et de l'Union soviétique. Comme beaucoup d'autres nations, nous espérons qu'aucun effort ne sera ménagé pour atteindre cet objectif hautement souhaitable.

Le contrôle des armements et le désarmement occupent une place essentielle dans la politique canadienne. Nous jouons un